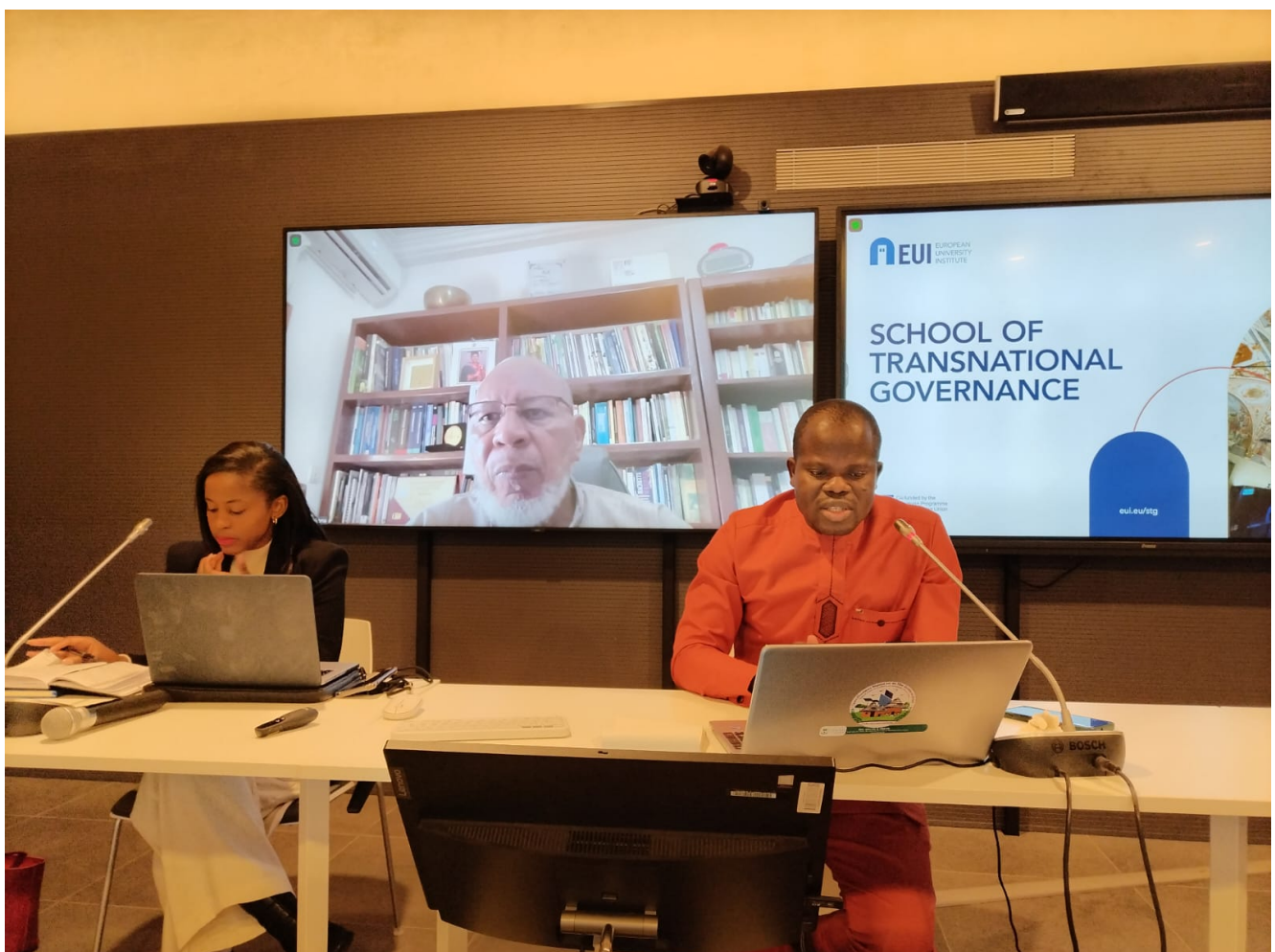


Série des potentiels africains face aux enjeux climatiques: Jonas A. ATCHADE et d'autres éminents experts situent l'Afrique en Italie

Le mardi 24 octobre 2023, l'École Transnationale de Gouvernance (STG) de l'Institut Universitaire de l'Europe (EUI) a accueilli un panel de haut niveau dans le cadre de la série « Les potentiels Africains ». Cet événement a rassemblé d'éminentes figures pour discuter des défis et opportunités liés aux changements climatiques, à la migration, et à la transition énergétique en Afrique.



Les intervenants de renom étaient le Professeur Titulaire Yacob Mulugetta, Directeur du Centre de formation sur les Énergies Renouvelables à l'Université de Londres, le Dr. Youba Sokona, vice-président du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) en charge du groupe de travail sur la transition énergétique et l'expert ATCHADE A. Jonas. Une session animée par Tuwilika Shaimemanya de Namibie.

Dans ses interventions, Jonas ATCHADE a abordé les questions relatives à la migration climatique, l'accentuation des risques climatiques sources des pertes et dommages récurrentes, la gouvernance des changements climatiques en Afrique et notamment les implications pour le continent, les défis liés à la paix, à la sécurité avec une interconnections des aléas climatiques dans le Sahel.

Cet événement visait à mieux comprendre les risques liés au réchauffement climatique, à la migration et la gouvernance climatique ainsi que la transition juste sectorielle en Afrique. Les discussions ont également examiné l'impact du changement climatique dans le contexte africain, le progrès social et ses indices en tenant compte de la croissance démographique et du développement des différentes régions africaines. Les experts ont échangé autour des opportunités offertes par la transition verte et de l'importance de l'énergie verte pour la sécurité énergétique de l'Afrique.

Au cours de l'événement, il a été abordé des questions plus approfondies liées à la gouvernance climatique en Afrique, en explorant les alternatives vers une gestion efficace du changement climatique sur le continent.

Notons que la série « Les potentiels des Africains » à Florence (Italie) a permis une réflexion approfondie sur ces enjeux climatiques et a mis en lumière les efforts et les attentes de l'Afrique. Cette initiative a permis de réunir des experts de renommée mondiale pour éclairer les débats et contribuer à la recherche de solutions face aux défis

climatiques qui pèsent sur le continent africain.

Megan Valère SOSSOU

Un mois après la COP 27 en Egypte : Décryptage du tourisme le plus régulier et rentable au monde

Même si finalement le bilan sur le plan touristique a été bien meilleur que celui attendu à la COP 27, elle-même, on peut se réjouir que l'Afrique ait accueilli une nouvelle fois une COP sur le climat. Elle reste le continent le plus touché par le changement climatique, bien qu'elle contribue à moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.



Dans l'optique de pallier cette grande problématique de notre siècle, les experts, activistes, scientifiques, politiques se sont réunis dans le pays de Pharaon. Ils y sont rendus non pas

pour visiter les pyramides et ses œuvres d'art historiques, mais pour une question urgente et vitale.

Exceptionnellement, il s'est soucié de mettre à l'ordre du jour les priorités des pays en développement, notamment les questions examinées par les petits États insulaires il y a plus de 30 ans et jusque-là soumises à un blocus complet par les pays développés. Il s'agit du Financement des pertes et dommages. Ce sont les effets irréversibles du changement climatique. La plupart des pays en développement n'ont pas les ressources nécessaires pour reconstruire les infrastructures, indemniser et accueillir adéquatement les personnes touchées.

Cependant, il n'est pas responsable de la crise climatique, car il a beaucoup moins de polluants que les pays du Nord comme l'Union européenne et les États-Unis. C'est donc une question de justice climatique que de demander l'aide des pays développés pour aider à reconstruire les peuples du Sud, et reconstruire des communautés dont le quotidien s'est effondré dans de bonnes conditions.

Après bien des hésitations, des progrès remarquables ont été accomplis à cette grande rencontre faite parfois de tourisme. Les pays développés ont enfin reconnu la nécessité de financer les pertes et dommages. La politique de l'autruche est terminée et l'Union européenne a même été proactive, changeant de position depuis la COP 26.

Après d'intenses négociations, notamment sur les questions d'équité, les pays développés ont finalement accepté les propositions des pays en développement. Les pays doivent maintenant définir la fonction de ce fonds, décider où trouver le financement pour le compenser et s'assurer qu'il est distribué à ceux qui en ont le plus besoin.